

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

5 avril 2019

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Plus dure sera la chute

La réponse des politiciens belges à la série impressionnante de mobilisations des jeunes et de manifestations nationales a été une nouvelle démonstration de leur médiocrité. Ils n'ont même pas été capables de se mettre d'accord sur la « Loi Climat » proposée par un groupe de scientifiques. Et pourtant, cette loi est tout sauf contraignante : elle propose de donner des objectifs communs et de mettre en place des commissions pour coordonner les initiatives au niveau national. Rien de bien révolutionnaire mais c'est déjà trop pour la NVA et le MR pour qui la liberté de faire des profits est plus importante que l'avenir de la planète. A la fin des fins, le MR, pour ne pas passer pour le mauvais élève climatique, a déclaré du bout des lèvres qu'il voterait en faveur du texte, mais seulement quand il a été certain qu'il n'y aurait de toute façon pas de majorité pour le voter au parlement.

Le patronat, par la voix de la FEB, s'est dit opposé à une loi, par crainte qu'elle puisse servir à condamner les entreprises polluantes pour leur inaction.

Qu'on ne s'y trompe pas : loi ou pas, ce n'est pas ça qui va changer les choses. Il est évident qu'aucun politicien de droite ou de gauche ne va prendre l'initiative de faire payer quoi que ce soit au patronat. Certes, les partis d'opposition voient là une occasion d'attirer les faveurs des jeunes électeurs à la veille des élections législatives et européennes, mais il est bien connu que les promesses électorales sont la première chose que les politiciens oublient au lendemain du vote.

Certains seront peut-être frappés de voir à quel point la classe politique semble sourde à toute forme de contestation alors même que des dizaines de milliers de jeunes et moins jeunes ont manifesté à plusieurs reprises pour que des mesures urgentes soient prises afin de juguler la crise écologique que le mode de production actuel prépare inéluctablement.

En réalité, cette surdité est bien plus générale. En France, les gilets jaunes se mobilisent depuis plusieurs mois de façon déterminée et parfois violente, mais Macron félicite la police et refuse de changer sa politique antisociale. Au Royaume-Uni, plus d'un million de personnes ont manifesté contre le Brexit et plusieurs millions ont signé une pétition dans le même sens, mais la Première ministre May et ses acolytes maintiennent leur cap comme si de rien n'était. Et puis, combien de manifestations nationales n'ont-elles pas déjà eu lieu,

sans que cela fasse reculer le gouvernement d'un millimètre sur les sauts d'index, les pensions, etc.

En réalité, dans un monde capitaliste, la voix des milliards de travailleuses et travailleurs qui font tourner l'économie ne compte pas. Il est inutile d'espérer qu'un vote, une pétition ou un « référendum d'initiative populaire » fasse dévier d'un iota la machine à profits.

Ce serait une illusion de croire que les politiciens ne « comprennent » pas et que les mobilisations pourraient servir à leur faire prendre conscience de l'urgence climatique ou de l'injustice de la pension à 67 ans. La classe politique est parfaitement informée, chaque gouvernement et chaque parti disposent d'une armée d'experts pour les informer sur la situation économique, écologie ou sociale.

Le capitalisme est basé sur l'exploitation des travailleurs par le patronat. C'est une dictature économique que les plus riches imposent au reste du monde : travailler pour eux ou crever de faim. Cette dictature utilise l'apparence de la démocratie pour donner l'illusion que travailleurs et patrons seraient égaux dans un monde régi par des lois et un gouvernement au-dessus de la mêlée. Les politiciens perpétuent cette illusion. Les uns, les libéraux veulent faire croire que la richesse des entreprises va rejaillir sur les travailleurs, les autres, les socialistes, prétendent qu'on peut arrondir les angles et obtenir des compromis. Les uns comme les autres cherchent surtout à endormir les travailleurs pour que le patronat puisse continuer à engranger tranquillement ses profits.

Mais ces discours ne changent pas la réalité : la richesse et le pouvoir du patronat dépendent au bout du compte de la pauvreté et de la précarité des travailleurs. Bourgeois contre prolétaires, cela n'a pas changé depuis deux siècles.

On ne peut attendre des gouvernements ni compréhension vis-à-vis de la situation sociale des travailleurs, ni qu'ils forcent les entreprises à consommer des énergies renouvelables ou à retraiter leurs déchets à leurs propres frais.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Leur force, c'est leur nombre et leur rôle central dans l'économie. Seules des grèves massives pourront faire reculer patrons et gouvernements, et imposer de meilleurs salaires tout comme des mesures pour le climat.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

On va prendre le temps de faire grève...

Au métro Delta, les agents de maintenance ne disposent que de 20 minutes pour effectuer un checkup complet d'une rame. C'est trop peu ! Et les ouvriers demandent depuis longtemps de revoir la durée d'entretien. La direction BUM répond que c'est comme ça depuis des années et que, par conséquent, elle ne changera rien. Abrutie un jour, abrutie toujours...

Il faut le temps qu'il faut pour garantir la sécurité des voyageurs. La direction se moque bien des arguments, seule la productivité compte à ses yeux. Peut-être bien qu'un arrêt de travail la ferait réfléchir !

Camarade, la Stib veut voir dans ta culotte !

Dans les garages, les caméras de surveillance poussent comme des champignons et sont bien souvent situées près des postes de travail. Les syndicats demandent timidement d'en diminuer le nombre. Pas question ! Il faut éradiquer purement et simplement le système de "Big Brother".

On n'est pas la brigade du Tigre!

Les tâches demandées aux brigadiers BUM Technical augmentent et, vu le nombre de techniciens à gérer, la charge de travail devient insupportable. Pour supprimer le stress permanent, il faut de l'embauche !

Un beau ciel grève

Depuis février, les contrôleurs aériens de Skeyes, la société en charge du trafic aérien, sont entrés plusieurs fois en grève. Ils remettent en cause les abus de la direction. Par exemple, le règlement prévoit des coupures de 1h minimum entre deux services et deux jours de congé par semaine. Or, nombreux doivent prêter jusqu'à 12 jours d'affilée ! Les chefs irresponsables surchargent tellement les travailleurs que ces derniers craignent pour la sécurité du trafic aérien. S'il y a un jour un accident, c'est à eux qu'on fera porter le chapeau !

Les luttes chez Ryanair ont montré que les travailleurs du ciel sont capables de mener des luttes victorieuses contre leur patron. Les contrôleurs aériens ont bien raison de se défendre à leur tour !

Glyphosate : Bayer prend la tune

Le 27 mars, l'entreprise Bayer a été condamnée par la justice américaine à indemniser Edwin Hardeman, malade d'un cancer dû à l'utilisation du glyphosate commercialisé par sa filiale Monsanto. Plus de 11 000 procédures ont été lancées contre Bayer aux États-Unis suite aux conséquences de l'utilisation de cet herbicide.

En 2017, les Monsanto Papers ont révélé que la firme connaissait depuis les années 1980 les risques du pesticide pour la santé. Elle les a sciemment dissimulés en

achetant des scientifiques pour réaliser des études bidon. Malgré ces révélations, le produit continue à être commercialisé, preuve une fois de plus que les gouvernements privilégient les intérêts de Bayer et de ses actionnaires au détriment de la santé publique !

Les APE, c'est l'emploi des services à la collectivité

Le 18 mars, près de 10 000 personnes ont manifesté à Namur contre le projet de réforme des points APE (Aide à la Promotion de l'Emploi) et contre les attaques du gouvernement contre les services publics et le secteur non-marchand. Dans ce secteur déjà sous-financé de façon chronique, les travailleurs dénoncent de nouvelles restrictions budgétaires. La réforme des APE est censée apporter de plus de transparence, mais en réalité, va réduire l'emploi. Finalement, le vote de la réforme a été reporté car le gouvernement wallon avait perdu sa majorité, mais les attaques contre le non-marchand continueront, quel que soit le résultat des élections de mai, et les travailleurs ont tout intérêt à poursuivre leur mobilisation.

Le problème c'est les riches, pas les vieux

L'Inami a lancé une étude sur la possibilité de réduire les soins de santé des personnes âgées en vue, on s'en doute, de couper dans le budget de la santé. Une telle mesure toucherait en premier lieu les pauvres, puisque les plus aisés auront toujours les moyens de se soigner.

Alors même que la société n'a jamais été aussi riche et que les techniques n'ont jamais autant progressé, les politiciens prétendent qu'il serait devenu impossible de soigner les plus âgés. C'est faux ! Le problème, ce n'est pas les vieux, c'est les riches !

AIP : la compétitivité qui a bon dos

L'accord interprofessionnel 2019 a finalement été signé – au moins en partie – par les trois principaux syndicats du pays. La FGTB a demandé un délai pour la partie concernant le relèvement du salaire minimum, et évoque une vague journée de mobilisation au mois de mai. 10 centimes d'augmentation par heure, c'est moins que des miettes, c'est du vent ! Mais rien ne changera si nous ne nous battons pas pour inverser le rapport de force. Nous n'avons pas à nous sentir tenus par cet accord, ni d'ailleurs par l'arrêté royal du gouvernement fixant l'augmentation salariale à 1,1% maximum. C'est ridiculement peu, et c'est inacceptable. On n'en veut pas de leur aumône. On veut que les salaires permettent de vivre décemment.

C'est notre travail qui crée la richesse, et celle-ci ne cesse d'augmenter. Alors qu'ils ne viennent pas nous baratiner avec leur compétitivité à la noix !